

ENTRETIEN

economie.union@sonapresse.com

"A court terme, on comptera une perte de près de 5 000 emplois directs et indirects"

LA dégringolade des cours du pétrole sur les marchés internationaux fait craindre le pire dans le milieu pétrolier national. Selon le secrétaire général adjoint de l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep), Sylvain Mayabi Binet, en cas de persistance des cours à la baisse, l'arrêt massif des investissements dans le secteur va entraîner une série de licenciements, avec des conséquences dramatiques sur les recettes de l'Etat.

Propos recueillis par Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

L'union. Quelles conséquences économiques peut-on craindre de la chute vertigineuse des cours du pétrole sur l'économie gabonaise ?

Sylvain Mayabi Binet : Après la crise pétrolière mondiale de 2015, nous avons eu une légère reprise dans le secteur pétrolier, entre le deuxième semestre 2018 et la fin 2019, grâce à la remontée des cours du baril, l'augmentation de la production nationale et la reprise des grands projets. Et maintenant, c'est une vraie dégringolade qui risque de nous ramener non pas en arrière, mais à des niveaux de chute jamais connus. Car ce ne sera pas une gestion de crise standard, mais une crise qui, outre la lutte pour l'équilibre des grands agrégats économiques, va nécessiter des arbitrages difficiles ; notamment entre les budgets de soutien sanitaire et la continuité du paiement des fonctionnaires.

Peut-on s'attendre à un arrêt important des investissements dans le secteur pétrolier ?

Depuis la mi-mars 2020, les majors, sous l'impulsion des plus pessimistes, notamment Perenco, Total, Maurel & Prom, Vaalco par entente concertée au sein de leur syndicat l'Upega, ont mis en œuvre une démobilitation générale graduelle : arrêt ou suspension temporaire des grands projets et mise en service minimum à travers un personnel réduit.

Mais n'ont-ils pas des raisons de s'inquiéter ?

Leur justification est la chute des

cours. A ce sujet, nous sommes conscients de la volatilité actuelle. Mais il faut, toutefois, considérer que malgré les hauts et les bas du moment, des ajustements (notamment au niveau de l'OPEP) sont en cours et manifestent la volonté des principaux producteurs de maintenir des prix raisonnables par une réduction temporaire d'au moins 1/3 de la production mondiale. De plus, la reprise chinoise peut donner quelques motifs d'espoir, en plus des gros clients asiatiques, qui n'ont pas encore sabordé leur économie.

Ces sociétés évoquent aussi l'impossibilité de maintenir les rotations régulières des expatriés dont la présence est jugée essentielle. Pour nous, cela traduit simplement le manque de confiance volontairement entretenu de nos compétences locales. C'est, à la limite, du racisme professionnel. De plus, toujours pensent ces compagnies, les règles de confinement nationales et les restrictions logistiques territoriales ne permettent pas une fluidité des rotations des personnels locaux. Pour nous, ce point est un non-argument car, le gouvernement a octroyé un ensemble de mesures dérogatoires que, malheureusement, les majors pétrolières ont du mal à mettre en musique, peut-être volontairement.

Leurs patrons évoquent aussi la suppression des budgets d'investissements annoncés en début d'année à la Direction générale des hydrocarbures (DGH), afin de garantir des bilans positifs de fin d'année. Ce point est également réfutable car, la plupart des



Sylvain Mayabi Binet, secrétaire général de l'Onep.

majors ont des coûts opératoires unitaires entre 10 et 15\$ le baril, jusqu'à un cours officiel de 20 \$. Selon des simulations économiques du NPV (Net productive value = Valeur productive nette), tout projet peut être rentabilisé en quelques mois, grâce à la production excédentaire nette générée.

Leurs craintes sont donc d'une certaine manière justifiées...

Si l'Etat avait fait un plaidoyer plus volontariste pour rassurer les majors sur certains des points précités, la démobilisation aurait pu être moins rapide, et les entreprises n'auraient pas été dans cette situation, comme en roue libre. Même encore maintenant, les mesures de soutien promises par le chef de l'Etat et mises en œuvre par le gouvernement sont encore parfaitement incompréhensibles pour beaucoup d'entreprises. Par conséquent, le point essentiel est la vision et la volonté politique de l'Etat vis-à-vis des entreprises du secteur. A savoir l'Etat arrivera-t-il à mettre assez de pression pour éviter un arrêt important des investissements ? L'Onep a lancé l'alerte dans sa déclaration du 31 mars 2020. Le gouvernement est resté silencieux et les majors pétrolières ont poursuivi leur plan d'action.

En cas de persistance des cours à la baisse, peut-on s'attendre à des licenciements massifs dans le secteur pétrolier ?

Pour l'instant, des mesures de licenciements ou de chômage technique touchent déjà plusieurs centaines de sous-traitants (affectés aux récents grands projets) dont les contrats ont pris fin ou ont été suspendus. A très court terme, on comptera une perte potentielle de près de cinq mille emplois directs et indirects, du fait de l'arrêt par les majors pétrolières des opérations de forage, de work-over et des projets de construction.

Quel est l'avis de l'Onep sur la gestion de la crise du Covid-19 par le gouvernement ?

Par rapport aux stratégies socio-économiques préconisées au niveau mondial, il y a deux grands camps : le camp occidental, qui se targue d'un confinement de 3 milliards d'individus. Malgré que ce soit des pays fortement endettés (au-delà de 100% du budget), ils peuvent se permettre de fortes mesures de soutien aux entreprises et garantir des revenus décents aux particuliers. Mais ceci à travers la création monétaire, c'est-à-dire l'usage infini de la planche

à billets. L'autre camp est le camp asiatique de plus de 4 milliards d'individus, composé de pays peu endettés et en surliquidités. Lesquels n'ont pas sabordé leurs capacités productives par le confinement généralisé, mais ont surtout préconisé les gestes barrières, le dépistage massif et traçage et, surtout, le port permanent du masque dans les lieux publics. Malheureusement pour le Gabon, nous suivons le camp qui, jusque-là, gère le plus mal la crise du Covid-19. Le camp du top 10 du nombre de décès et de l'impréparation sanitaire. Comme nous l'avons dit plus haut, il y a une totale incertitude sur la durée de la pandémie, mais nous avons la latitude ou pas de laisser périr notre économie, selon le camp où nous nous inscrivons.

Alors quel camp choisir, selon vous ?

Si nous écoutions le camp occidental, nous aurions des possibilités de ligne de crédit remboursables dans au moins 2 ans. Mais avec le risque que cet endettement additionnel puisse créer une dépendance totale vis-à-vis des instances internationales et une perte des acquis des 9 dernières années où le Gabon, à travers son fonds souverain et des rachats de participation, a pu augmenter ses parts dans des fleurons de l'économie. Nous risquons donc de perdre le bénéfice de cette politique d'indigénisation, qui a été le point d'orgue de la politique économique du Gabon depuis 2011. Et c'est ce vers quoi les conseils de certains économistes internationaux, notamment Lionel Zinsou, veulent conduire notre pays. Les politiques de privatisation, après la dévaluation de 1994, nous ont privés de nos fleurons nationaux. Nous ne l'accepterons plus jamais. Si nous optons pour le modèle asiatique, nous irons de l'avant et nous gérerons le Covid-19 comme une contingence saisonnière durable. Parce que le plus important, ce sera d'arriver à faire vivre la population, malgré tout.